

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL****DE LA COMMUNE DE CAUMONT SUR DURANCE  
SEANCE DU 02 DECEMBRE 2025****Membres en  
exercice :**

27

**Membres  
présents :**

22

**Date de  
convocation**

26/11/2025

L'an deux mille vingt-cinq le deux décembre à 19 heures 00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle Roger Orlando, sous la présidence de : Claude MOREL

**Etaient présents** : Mmes/MM. C. MOREL - J-L LUSTENBERGER - J. DANON - H. GARCIA - I. MARESCAUX - J. TEXIER - S. HOSTALERY - B. GUILLOT - D. LIBES - O. REY - B. DUFAY - N. MALLEM - A. MULAS - S. ABBES - M. JOUMOND - A. LORNE - G. CLOCHER - E. PALMA - L. CAPANNINI - P. GROSJEAN - C. REYNAUD - J-P. SOGGIA

**Procurations** : F. ORTS à D. LIBES  
C. GIORGINI à J-L LUSTENBERGER  
A. HERVIEUX à L. CAPANNINI  
C. BILLAUD à E. PALMA  
P. CHABAS à P. GROSJEAN

**Secrétaire** : H. GARCIA

**DELIBERATION N° 32021225** : DOMAINE ET PATRIMOINE – Cession de la parcelle BI n°138p1 (266 m²) - Chemin du Pesquier au profit de M. BELLIER Philippe  
Rapporteur : Jean-Luc LUSTENBERGER

La commune est propriétaire de la parcelle cadastrée section BI n°138p1 d'une superficie de 266 m². Située Chemin du Pesquier, elle est issue de la division des parcelles communales cadastrées section BI n°138 et BI n°238. Le zonage de cette dernière est en UBc au PLU.

La commune a saisi le service des Domaines afin d'obtenir une évaluation financière de ce bien dont la vente n'entraîne aucun préjudice pour la commune. Le 28 février 2025, le service des Domaines a rendu un avis sur la valeur vénale de l'ensemble du bien constitué des parcelles cadastrées BI n°138 et BI n°238, soit un ensemble de 623 m² de terrain avec un local d'une superficie de 77 m². L'avis est joint au présent rapport ainsi que le plan de division.

Suite à une division parcellaire, il est proposé à l'Assemblée de céder à Monsieur BELLIER Philippe aux conditions et prix ci-après mentionnées la parcelle cadastrée section BI n°138p1 d'une superficie de 266 m². Il est précisé que les frais relatifs à l'opération seront à la charge de l'acquéreur :

- Frais de notaire : environ 800€,
- Achat de la parcelle : 6650€.

Un notaire sera désigné par l'acquéreur afin de procéder à la rédaction de l'acte notarié dans le cadre de cette cession et d'effectuer les formalités afférentes.

Le Conseil Municipal, ouï son rapporteur et après en avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'avis des Domaines en date du 28 février 2025,

Vu le plan de division parcellaire,

Considérant que cette cession n'est en rien préjudiciable à la commune

- **APPROUVE** la cession de la parcelle située Chemin du Pesquier au bénéfice de Monsieur BELLIER Philippe.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents dans le cadre de cette cession.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : Mmes/MM. C. MOREL - J-L LUSTENBERGER - J. DANON - H. GARCIA - I. MARESCAUX - J. TEXIER - S. HOSTALERY - B. GUILLOT - D. LIBES - O. REY - B. DUFAY - N. MALLEM - A. MULAS - S. ABBES - M. JOUMOND - A. LORNE - G. CLOCHER - F. ORTS - C. GIORGINI - E. PALMA - A. HERVIEUX - C. BILLAUD - L. CAPANNINI - P. GROSJEAN - P. CHABAS - C. REYNAUD - JP. SOGGIA

CONTRE :

ABSTENTION :

Fait à Caumont-sur-Durance, le 2 décembre 2025

Le Maire  
Claude MOREL

The block contains a blue ink signature of Claude MOREL and a circular red official stamp of the Municipality of Caumont-sur-Durance. The stamp features a central emblem and the text 'MUNICIPALITE DE CAUMONT-SUR-DURANCE' around the perimeter.

Le Secrétaire de séance  
Henri GARCIA

The block contains a blue ink signature of Henri GARCIA.

*Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*